

« Il faut réduire de 25 % le chômage des jeunes »

Le patron des patrons, Pieter Timmermans, veut des résultats pour la fin de la législature.

Le tax shift, un cadeau aux patrons sans garantie pour l'emploi ? La fédération des entreprises de Belgique veut couper court aux critiques en s'engageant contre le chômage des moins de 25 ans. Et Pieter Timmermans d'avancer un objectif chiffré : faire passer le chômage des jeunes de 20 à 15 % pour la fin de la législature.

C'est que la situation est préoccupante. Car si ce taux de 20,4 % place la Belgique dans la moyenne des pays européens, les disparités régionales sont grandes. Ainsi, 39,5 % des jeunes bruxellois sont sans emploi, 32,1 % des jeunes wallons et 16,1 % des jeunes flamands. *« En Belgique, un jeune sur huit n'est plus à l'école, n'est pas au chômage et ne suit pas de formation.*

Et un jeune sur dix quitte l'école sans diplôme », détaille le patron des patrons.

La fédération s'engage donc formellement sur des résultats ? Pas tout à fait... *« C'est un appel, plutôt. Car c'est un travail collectif, précise Pieter Timmermans. L'emploi ne se décrète pas, l'économie n'est pas une science exacte, mais nous sommes une partie importante de la solution. Cela ne fonctionnera pas si l'encadrement n'est pas là, s'il n'y a pas, pour prendre un exemple, de coopération entre le fédéral et les entités fédérées. »* La FEB appelle donc tous les acteurs à se mobiliser et travailler de concert : le gouvernement fédéral, les Régions, mais aussi les syndicats et le monde de l'école.

Concrètement, la FEB lance ce

jeudi une rencontre entre près de 2.000 jeunes et les patrons des plus importantes entreprises du pays, au Heysel. Les ministres régionaux et fédéral de l'Emploi seront également présents. Objectif : permettre aux entreprises de dire leurs besoins, et permettre aux jeunes d'exprimer ce qu'ils attendent des entreprises. La fédération vient par ailleurs avec des propositions : introduire des cours d'entrepreneuriat en dernière année d'humanités, mieux informer les élèves du secondaire des métiers en pénurie, développer la formation en alternance, obtenir davantage de réductions de charges pour les jeunes, ou encore renforcer le contrôle des jeunes chômeurs. ■

« Le chômage des jeunes à 15 % pour 2018 »

- La Fédération des entreprises de Belgique se mouille pour l'emploi des jeunes.
- Et ose un objectif chiffré : faire passer le chômage des jeunes de 20 à 15 % pour la fin de la législature, selon Pieter Timmermans.

P ieter Timmermans, l'administrateur délégué de la plus grande organisation patronale du pays, la FEB, a décidé de s'attaquer à l'un des fléaux qui frappent l'économie du pays : le chômage des jeunes. *« Le chômage des jeunes est en moyenne de 20 %, en Belgique, alors que les pays en tête du peloton européen affichent des taux entre 7 et 10 %. En Belgique, un jeune sur huit n'est plus à l'école, n'est pas au chô-*

mage et ne suit pas de formation. Et un jeune sur dix quitte l'école sans diplôme. »

Le responsable de la fédération patronale voit plusieurs facteurs qui expliquent que la situation belge n'est pas glorieuse. *« Il y a d'abord un problème quantitatif. Il y a des dizaines de milliers de jeunes qui sont au chômage et, dans le même temps, il y a 83.000 emplois vacants. Il y a aussi un problème qualitatif : certains*

jeunes ont un diplôme qui n'est pas du tout demandé sur le marché du travail et, à l'inverse, certains employeurs demandent parfois trop de qualifications pour un poste donné. Et il y a aussi un problème géographique : il y a de grandes différences de

taux d'emplois entre régions et sous-régions, et une mobilité insuffisante de la main-d'œuvre. »

Aussi la FEB lance-t-elle un appel : « Le chômage des jeunes doit baisser d'un quart d'ici à la fin de la législature, en 2018. Il doit passer de 20 à 15 %, dit Pieter Timmermans. Cela conduira la Belgique en tête du peloton européen. »

Un engagement formel des patrons ? « Un appel, plutôt. Car c'est un travail collectif, auquel doivent se joindre le gouvernement fédéral et les Régions. » Pieter Timmermans prend néanmoins sa part : « L'emploi ne se décrète pas, l'économie n'est pas une science exacte, mais nous sommes une partie importante de la solution. Cela ne fonctionnera pas si l'encadrement n'est pas là, s'il n'y a pas, pour prendre un exemple, de coopération entre le fédéral et les entités fédérées. » La FEB entend aussi travailler avec le monde de l'école et les syndicats.

En prenant cette initiative, la FEB entend aussi répondre au

message lancé par le gouvernement lors du glissement fiscal, mis en place au mois de juillet. « Lors du tax shift, le gouvernement nous a adressé le message : la réduction des charges a été décidée, l'emploi ne se décrète pas rue de la Loi, il appartient aux entreprises de jouer leur rôle. Comme nous représentons entre 75 % et 80 % du secteur privé, nous estimions qu'il nous appartenait de prendre l'initiative. On nous tend une main,

nous l'acceptons. »

Concrètement, la FEB lance ce jeudi une rencontre entre près de 2.000 jeunes et les patrons des plus importantes entreprises du pays, au Heysel. Les ministres régionaux et fédéral de l'Emploi seront également présents. Objectif : permettre aux entreprises de dire leurs besoins, et permettre aux jeunes d'exprimer ce qu'ils attendent des entreprises.

Des propositions concrètes

La FEB espère pouvoir rendre effectives quelques propositions concrètes. « Nous souhaitons par exemple que toute école collabore avec une entreprise de sa région, et développe des liens réguliers. Nous souhaitons aussi mesurer l'opportunité de créer un cours d'entrepreneuriat en dernière année d'humanité. Il faudrait aussi que les élèves du secondaire et des écoles supérieures soient mieux informés

sur les métiers en pénurie, qui sont davantage porteurs d'emplois. »

Les patrons souhaitent aussi développer la formation en alternance, obtenir davantage de réductions de charges pour les jeunes, ou encore mesurer l'opportunité d'une activation renforcée des chômeurs (« renforcer le lien entre droits et obligations des chômeurs »). « Je pense aussi qu'il faudrait réfléchir à l'intérêt de la période d'essai dans les contrats de travail. » Enfin, Pieter Timmermans entend sensibiliser les entreprises à engager des jeunes en tenant moins compte des diplômes. « L'idée, c'est de dire aux entreprises qu'elles ne doivent pas engager des experts, mais de futurs experts. »

Le responsable de l'association patronale est optimiste sur les chances de réalisation de son objectif de réduction du chômage des jeunes. « Il y a 630.000 personnes qui seront retraitées entre 2018 et 2023. Déjà aujourd'hui, il y a des pénuries de main-d'œuvre. On ne maîtrise pas tout. La croissance et la demande de main-d'œuvre ne sont pas parfaitement prévisibles, mais il me semble qu'en travaillant sur le cadre, en collaboration avec les écoles, les Régions, le fédéral, les syndicats et les organismes publics de l'emploi, nous pourrions assister à une baisse du chômage des jeunes. » ■

BERNARD DEMONTY

CINQ PROPOSITIONS

Un cours d'entrepreneuriat à l'école

Lors de son événement autour de l'emploi des jeunes, la FEB va mettre en débat quelques propositions, qu'elle espère rendre effectives au plus tôt.

1. Des partenariats locaux entre les écoles et

une entreprise.

2. Une information en secondaire sur les métiers en pénurie.

3. La formation en alternance, à la fois à l'école et dans une entreprise.

4. Une baisse de charges sociales ciblée sur les jeunes.

5. Un cours d'entrepreneuriat à l'école.

ÉVÈNEMENT

2.000 jeunes face aux grands patrons

Pour appuyer son propos en faveur de l'emploi des jeunes, la FEB organise un événement ce jeudi au Heysel, à Bruxelles. Près

de 2.000 jeunes du secondaire, du supérieur, de l'université, mais aussi des demandeurs d'emploi vont participer à des ateliers avec les patrons de quelques grandes entreprises (notamment Belfius, Fortis, ING, Mc Donald's, Nestlé). Il y aura

des ateliers autour de quelques grands thèmes, comme le CV, la gestion de carrière, la création d'une entreprise, les métiers rares et un « speed dating », qui permettra aux jeunes d'avoir une conversation avec l'un des chefs d'entreprise pré-

sents. Le Roi sera aussi sur place. Il rencontrera 8 jeunes et 8 patrons. La journée se terminera par des débats politiques, avec une intervention du Premier ministre (depuis New York) et de tous les ministres de l'Emploi.

B.DY

les chiffres 40 % de moins de 25 ans sans emploi à Bruxelles

A l'occasion de la rencontre autour de l'emploi des jeunes (lire ci-contre), la Fédération des entreprises de Belgique a cliché la situation. Elle n'est pas glorieuse, loin de là. Un chiffre d'abord : le taux de chômage des jeunes en Belgique atteint 20,4 % aux derniers comptages, datant du premier semestre de cette année. La Belgique est clairement à la traîne par rapport à l'Allemagne (7,2 %) et aux Pays-Bas (11,1 %). La France, quant à elle, est confrontée à un taux de 24,2 %. La moyenne européenne est de 20,7 %.

Ce tableau « dans la moyenne » de la Belgique ne paraît pas outre mesure alarmant. Sauf que les disparités régionales sont grandes. Ainsi, toujours selon les données Eurostat 2015, 39,5 % des jeunes bruxellois sont sans emploi, 32,1 % des jeunes wallons et 16,1 % des jeunes flamands.

Si l'on compare le chômage des jeunes avec celui des autres catégories de la population, il y a 2,3 fois plus de jeunes au chômage à Bruxelles que de personnes de plus de 25 ans, 3,2 fois plus en Wallonie et 3,9 fois en Flandre. « La situation plus favorable en région flamande semble donc cacher des risques plus élevés pour les jeunes de tomber au chômage après avoir trouvé un emploi », indique la FEB.

Malgré des chiffres peu glorieux d'emploi des jeunes, le nombre de postes vacants atteint des records

Autre phénomène peu rassurant, il y a aussi, en Belgique, beaucoup de jeunes qui sont sortis du système. Ils ne sont plus aux études, ils n'ont pas d'emploi et ne suivent pas non plus de formation. Cela représente près d'un jeune sur huit en Belgique. Aux Pays-Bas, c'est un jeune sur vingt et en Allemagne, un jeune sur quinze.

Une bonne nouvelle quand même : la qualification, qui reste un sésame pour l'emploi, augmente auprès des jeunes en Belgique. Ainsi, en 2004, 26,7 % des jeunes étaient peu qualifiés. La proportion a baissé à 22,3 %. A l'inverse, le nombre de jeunes hautement qualifiés est en augmentation : ils constituent actuellement 19,1 % de la population des moins de 25 ans, contre 15,5 % il y a dix ans.

Les chiffres démontrent que la qualification n'est pas un luxe pour trouver du travail. Le taux d'emploi atteint 71,5 % chez les plus qualifiés. Il n'est que de 43,2 % chez les moins formés. La FEB relève aussi que la qualification n'est pas toujours en adéquation avec les demandes des employeurs. « Trop de personnes ont encore des qualifications qui ne correspondent pas aux besoins et opportunités du marché du travail. »

Autre problème à prendre à bras-le-corps : le redoublement. Selon la FEB, qui cite l'OCDE, la Belgique est lanterne rouge en Europe. « Plus d'un jeune belge sur trois (36,1 %) a doublé une année au cours de son parcours scolaire. » Logiquement, les chiffres de décrochage scolaire ne sont pas glorieux. En 2014, près d'un jeune sur dix (9,8 %) décrochait de l'enseignement.

Soulignons aussi ce paradoxe très marqué en Belgique : malgré ces chiffres peu glorieux d'emploi des jeunes, le nombre de postes vacants atteint des records. « En moyenne, 83.000 postes étaient vacants l'an dernier. » Une des raisons de cette inadéquation est liée à la proportion relativement faible de jeunes belges diplômés dans les sciences, maths et technologies. La proportion est de 16,9 % en Belgique, alors que la moyenne européenne est de 22,8 %. En Allemagne, on est à près de 30 %. Les maths, sciences et technolo-

gies constituent une filière porteuse : 94 % des jeunes diplômés dans ces matières ont un job dans l'année suivant leur diplôme.

L'importance de l'emploi des jeunes n'est pas seulement liée à leur bien-être, mais aussi à l'équilibre de la société et de la sécurité sociale. Ainsi, entre 2018 et 2023, 630.000 personnes âgées de 50 ans et plus quitteront le marché du travail. « Alors qu'en 2013, il y avait près de deux actifs pour financer un pensionné, ce rapport sera à peine d'un actif pour un pensionné en 2060 », indique la FEB. D'où l'importance d'efforts redoublés pour lutter contre le chômage des jeunes.

Enfin, la FEB recommande d'accompagner très vite les jeunes qui ont du mal à trouver du travail, sur la base d'un chiffre : la moitié des jeunes au chômage sont dans cette situation depuis plus de six mois. ■

BERNARD DEMONTY

TECHNOLOGIE

Agoria prédit 10.000 nouveaux emplois d'ici 2020

Les mesures prises par le gouvernement afin de résorber le handicap salarial de la Belgique semblent porter leurs fruits, selon Agoria, la Fédération de l'industrie technologique. Convaincue par ces signaux positifs, la Fédération table sur une croissance de 3 % dans son secteur en 2016 et la création de 1.500 emplois. « Si le gouvernement poursuit ses efforts, l'industrie technologique sera à l'origine de 10.000 nouveaux emplois d'ici 2020 », prédit le CEO d'Agoria, Marc Lambotte, qualifiant les mesures prises jusqu'ici par les autorités de « difficiles et courageuses ». (b)